



Décision n° 2018-252

autorisant des travaux dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.331-4 et L.331-26,

VU le décret n°2009-486 79-696 du 29 avril 2009, notamment ses articles 7 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national, les modalités 14, 18, 26 et 28 d'application de la réglementation dans le cœur ainsi que son annexe 5,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée par Madame VAGINAY Sophie, présidente de la Communauté de communes « Vallée de l'Ubaye - Serre-Ponçon » en date du 1^{er} septembre 2017,

VU l'avis pluriannuel du Conseil scientifique en date du 15 juin 2018,

Décide :

Article 1er :

La Communauté de communes « Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon », représentée par sa présidente Madame VAGINAY Sophie et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies dans les articles suivants, à faire procéder au damage de la piste de ski de fond, située dans le vallon du Lauzanier – commune de Larche – ainsi qu'à remettre en place un balisage et une passerelle amovible.

Article 2 :

Cette autorisation de travaux et d'installation est accordée pour la saison de ski 2018-2019, conformément à la localisation figurant sur la carte annexée.

Article 3 :

Le damage de la piste sera réalisé sur les itinéraires habituels, par un engin mécanique de type Rattrack. La présente vaut autorisation de circuler pour ce véhicule motorisé.

La fréquence de ses passages, ainsi que la hauteur minimale du manteau neigeux à partir de laquelle il sera possible d'y procéder, sera déterminée au préalable avec les agents du Parc national du Mercantour.

Tout raclage de la couche superficielle du sol est proscrit.

Article 4 :

Les dispositifs de balisage et la passerelle amovible devront impérativement être enlevés à l'échéance de la présente.

Article 5 :

Le bénéficiaire associera les agents du Service territorial « Ubaye-Verdon, antenne Ubaye », pour la mise en œuvre des dispositions qui précèdent :

standard : 04.92.81.21.31

chef de service territorial : FRIBOURG Xavier (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du service territorial : KLEIN Ludovic (ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr)

Article 6 :

Le bénéficiaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur du Parc national du Mercantour, notamment en ce qui concerne les interdictions :

- d'introduction de chiens ;
- d'utilisation d'appareils d'amplification sonore ;
- d'effectuer sur le sol, sur les arbres, sur les rochers tous graffitis ;
- d'abandonner tous détritiques ;
- de porter directement atteinte, de quelque manière que ce soit, aux milieux naturels ou aux espèces de la faune et de la flore ;

Article 7 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

Article 8 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, la faune et la flore sauvages ainsi que sur le caractère du parc. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 9 :

Le non respect des dispositions de la présente décision ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

La décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 6 juillet 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER

CARTE DE LOCALISATION DES TRAVAUX ET INSTALLATIONS AUTORISEES – DECISION n°2018-252

